

avec le Front Populaire, les anarchistes et le Poum. La divergence parlementaire existait sur ce seul point : voir s'il était plus prudent de se borner à affaiblir ou essayer d'affaiblir — par la voie diplomatique et l'Entente cordiale avec l'Angleterre — le ravitaillement de Franco, ou bien s'il était préférable de répondre à l'interventionisme de Hitler et Mussolini, par l'interventionisme à l'égard du gouvernement Caballero. En présence d'une haute commotion sociale en Espagne et en France, Thorez soutenait la nécessité de faire correspondre au degré très intense de la tension sociale une politique à rythme élevé, alors que Blum — restant toujours sur le même terrain — n'excluait nullement le recours à des moyens moins hasardeux. Il s'ensuivit que le groupe parlementaire communiste se borna à l'abstention et que Blum décida de rester au gouvernement bien qu'il avait toujours déclaré jusqu'alors qu'il aurait présenté la démission de son cabinet aussitôt qu'une rupture se serait faite dans le bloc de la majorité. Entièrement uni le Front Populaire devait marcher derrière le gouvernement car le parti socialiste ne veut pas permettre au parti communiste de bénéficier d'une position de démagogie : au fond Blum est aidé dans la défense de son parti par le fait que le rôle du centrisme n'est point celui d'occuper — même au travers de positions fausses — une position de classe, mais bien de déterminer et d'élargir la manœuvre du capitalisme tendant à souder les masses à son char.

A la suite du débat au Palais Bourbon, il y eut d'un côté, la nouvelle proposition du Comité de Londres, d'un autre côté le vote hâtif de la loi sur l'arbitrage obligatoire. Les patrons du Nord avaient pris la tête du combat : ils avaient estimé le moment venu pour passer à une offensive frontale. Blum avait fait recours à un nouvel expédient, celui de la neutralisation des usines et Max Dormoy s'était rendu à Lille où il avait obtenu l'accord des dirigeants syndicaux et patronaux pour l'évacuation des ateliers. Mais le lendemain les piquets de grève étaient toujours là. La faillite de cette manœuvre renforça la thèse du patronat lequel affirma nettement sa « bonne » disposition à appliquer les lois, mais exigeait que la condition préjudicielle soit d'abord réalisée, à savoir le rétablissement du pouvoir patronal dans « leurs usines et propriétés ». A quoi Blum ripostait que c'est justement pour arriver à ce but de détente sociale qu'il proposait les accords entre les deux Confédérations et la loi sur l'arbitrage obligatoire.

La tension très forte des situations laissait prévoir que la voie des atermoiements ne pouvait plus rien donner, que Blum serait donc renvoyé et que le capitalisme français aurait confié ses intérêts à un ministère axé sur le centre-droit qui, sous la présidence d'un radical, aurait appliqué la politique des compromissions ainsi que le firent les ministres radicaux de 1932-33, avec le soutien à éclipses du parti socialiste.

La Chambre vota, tambours battant, la loi sur l'arbitrage, mais le Sénat à qui revenait cette initiative — puisque c'est bien lui qui fit introduire dans la loi monétaire, le principe de l'arbitrage — prit une position hostile alors que Blum estima que le moment n'était pas à la lutte mais qu'il fallait faire recours rapidement aux expédients. Loin de poser la question de confiance, il leva les bras au ciel pour se plaindre de la vie qu'on lui faisait.

Les navettes commencèrent entre le Parlement et le Sénat, alors que dans la Seine, des dangers se présentaient pour un mouvement des métallurgistes, ce qui aurait réouvert la situation de juin avec ces éléments d'aggravation : au point de vue économique plus de chance de jouer la carte de la dévaluation; du point de vue politique, les ouvriers, qui avaient fait l'expérience des accords Matignon, donnant ou essayant de donner une issue de classe à leurs mouvements.

En conséquence de cette nouvelle situation, le Sénat comprit qu'il fallait mettre une sourdine à son opposition : Blum était encore nécessaire et les pleins pouvoirs lui furent accordés pour une période très limitée; la loi sur l'arbitrage fut votée et

Bracke put dire dans le « Populaire » que si le mouvement ouvrier français avait débüté justement par une lutte contre l'arbitrage, aujourd'hui il avait tout intérêt à « arracher » cette conquête puisqu'il était devenu assez fort que pour pouvoir s'en servir. Dimitrov n'avait pas dit autre chose au sujet de la Société des Nations, à l'égard de laquelle la position de Lénine se justifiait à cause de la faiblesse d'alors de l'Etat Soviétique, tandis que maintenant sa grande puissance lui permettait d'agir au sein des Etats capitalistes et non plus, cela s'explique facilement, au sein du mouvement ouvrier. Par ailleurs, Cachin parle ouvertement des sacrifices ouvriers et du sabotage du grand patronat envers les intérêts de la paix sociale : unir, unir, unir; trois fois unir comme s'il fallait ainsi indiquer les trois formations de classe de la société bourgeoise : le capitalisme, la petite bourgeoisie, le prolétariat.

Les essais de concentration prônés par La Rocque et Doriot (par le premier surtout) en vue d'un regroupement massif de la droite ne semblent pas avoir obtenus un succès immédiat et l'élection de Lapalisse démontre que même sans briser d'un coup le Front Populaire, une orientation de centre-droit peut s'ébaucher même avec le Parlement actuel, pour en arriver à ce que l'on appelle la politique de déflation, déjà appliquée par Lamoureux, le vainqueur de Lapalisse.

La C. G. T., qui a pu réussir à maintenir dans les cadres de la « loyauté républicaine », le formidable mouvement de classe qui ne s'est point encore apaisé, tente de ne pas lier son sort à celui du gouvernement Blum et si Jouhaux repart à nouveau des « Etats Généraux », c'est pour indiquer qu'il est prêt à composer même avec un autre gouvernement, si la nécessité devait s'en présenter.

Ce qui a permis la liquidation des conflits du Nord, ce ne sont point les maquis de la procédure de l'arbitrage obligatoire — dans tous les pays ils ont fait faillite car seule la contrainte peut résoudre les conflits de classe — mais le fait que les ouvriers du Nord ont été isolés dans leur lutte. Costes était parvenu à dissocier le mouvement des métallurgistes de Paris de celui des ouvriers de Lille et de Maubeuge. Entretemps, Blum, à l'occasion de la grève de l'alimentation (l'« Humanité » a consigné en quelques lignes les nouvelles relatant le délogement violent des grévistes à l'aide de la poice) a posé sa candidature même pour un gouvernement fort. Mais tout laisse prévoir qu'à cette fonction un autre que lui pourra mieux réussir alors que socialistes et centristes reprendraient l'attitude qu'ils eurent en août 1935, lorsqu'éclatèrent les mouvements de Brest et de Toulon.

La nouvelle situation à laquelle la classe ouvrière ne peut donner sa solution que par l'élargissement de ses mouvements revendicatifs, exige que contemporanément à une action de propagande à l'intérieur des syndicats et tendant à l'éclosion d'un mouvement d'ensemble des ouvriers français, les communistes agissent pour permettre aux ouvriers de briser les entraves de la légalité syndicale et lorsque l'occasion se montre propice — ainsi qu'il en a été le cas au mois de décembre écoulé à Lille et Paris —, de relier les mouvements des différentes localités : la simultanéité des luttes ouvrières peut seulement permettre la reconstruction du Front Prolétarien contre lequel luttent solidairement le Front Populaire, le centre-droit et la droite sous de différentes étiquettes. Une telle position est d'ailleurs la seule qui réponde aux intérêts des ouvriers d'Espagne qui peuvent retrouver leur chemin de classe seulement si les ouvriers des autres pays reprennent le drapeau internationaliste de la lutte contre leur propre capitalisme.

